

# 2024-1564323 JURISTE ASSISTANT AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DU MANS INSTRUCTION JLD H/F

## Informations générales

Description de l'entité	Direction des services judiciaires - CA ANGERS
Intitulé long de l'offre	JURISTE ASSISTANT AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DU MANS INSTRUCTION JLD
Date limite de candidature	10/06/2024
Employeur	TRIBUNAL JUDICIAIRE DU MANS

## Description du poste

Zones géographiques	Europe
Pays	France
Régions	Pays de La Loire
Départements	Sarthe (72)
Géolocalisation du poste	1 avenue Pierre Mendès France 72 014 LE MANS CEDEX
Lieu d'affectation (sans géolocalisation)	1 avenue Pierre Mendès France 72 014 LE MANS CEDEX
Versant	Fonction Publique de l'Etat
Catégorie	Catégorie A (cadre)
Nature de l'emploi	Emploi ouvert uniquement aux contractuels
Domaine / Métier	Justice - Juriste spécialisée / spécialisé en juridiction
Statut du poste	Vacant
Intitulé du poste	JURISTE ASSISTANT AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DU MANS INSTRUCTION JLD H/F
Descriptif de l'employeur	<p>Au 1er janvier 2013, la Sarthe comptait 569 035 habitants. Entre 2007 et 2012, le département a connu un dynamisme démographique modéré avec environ 2 000 personnes supplémentaires chaque année. La population de la Sarthe progresse ainsi chaque année de 0,4 %, rythme inférieur à la moyenne nationale (0,5 %). Cette augmentation place le département au 53e rang au niveau national.</p> <p>L'arrondissement comprend aujourd'hui le tribunal judiciaire, un tribunal de proximité à La Flèche, un conseil de prud'hommes et un tribunal de commerce. LE MANS bénéficie d'une gare TGV qui place la ville à moins d'une heure de Paris et à 1 h30 de Rennes.</p> <p>La ville est en outre située sur un nœud autoroutier important.</p> <p>La cité judiciaire située en plein centre-ville et à 10 minutes à pied de la gare regroupe le tribunal judiciaire, le conseil de prud'hommes, le tribunal de commerce, et plusieurs associations.</p> <p>Le bâtiment est récent et l'installation matérielle satisfaisante.</p> <p>Ressources humaines du TJ du MANS : Nombre de magistrats du siège/parquet : 43 postes (dont 32 au siège et 11 au parquet).</p> <p>Nombre de fonctionnaires : 118 outre les contractuels</p> <p>Nombre de juristes assistant au siège : 6</p> <p>Nombre d'assistant de justice au siège : 3</p>
Descriptif du service	<p>Mission générale du juriste assistant :</p> <p>Le juriste assistant assiste le magistrat dans les dossiers d'une particulière technicité tant sur le fond du droit que sur l'analyse juridique et la rédaction de projets de décisions.</p> <p>Sur le fond du droit et la cohérence de la motivation de la décision, il assure un travail de suivi et de coordination.</p>

Il participe à la constitution concrète d'une véritable équipe autour du juge, en priorité dans des contentieux complexes et/ou dans les contentieux qui présentent des stocks importants, du fait d'une situation de retard ou de longs délais de traitement ou de vacances de postes de magistrats.

Il travaille en étroite collaboration avec les magistrats et les agents du greffe pour concourir directement à la préparation et au traitement des mises en état des recherches juridiques, des analyses juridiques et des synthèses des dossiers, au suivi des audiences et à la rédaction des décisions par la rédaction soit de projets de décisions, soit de notes ou de recherches.

#### Description du poste

##### \*Missions particulières au tribunal judiciaire du MANS

Le Pôle de l'instruction comprend trois magistrats (deux vice-présidents et un juge) et trois greffiers d'instruction, outre un agent administratif en charge à mi temps du secrétariat commun et un agent administratif chargé de la numérisation. Les magistrats n'ont pas de spécialisation particulière, chacun gérant notamment les dossiers mineurs ou relevant de l'économie et financier.

Au sein du Pôle instruction, le juriste assistant se voit notamment confier les missions suivantes :

- Rédaction d'ordonnances de règlement sous le contrôle du magistrat instructeur ;
- Analyses juridiques de fond de dossiers complexes ;
- Elaboration de schémas d'analyse criminelle au moyen de logiciels dédiés ;
- Aide à la rédaction de demandes d'entraides pénales (CRI et DEE) et assurer l'alimentation du registre de ces demandes ;

Le service du juge des libertés et de la détention comprend une vice-présidente en charge à la fois du service pénal d'urgence (placements en détention provisoire, renouvellements des détentions provisoires, demandes de mise en liberté, placements et révocation des mesures de contrôle judiciaire dans le cadre des dossiers d'instruction, placement en détention provisoire avant comparution immédiate, requêtes pénales dans le cadre des enquêtes) et du service civil (hospitalisation sous contrainte, contention et isolement des personnes séjournant à l'hôpital psychiatrique),

Au sein du service du JLD, le juriste assistant se voit confier les missions suivantes :

- Préparation des décisions civiles relatives à l'hospitalisation sous contrainte (une audience par semaine)
- Préparation des décisions relatives à l'isolement et à la contention des personnes hospitalisées sous contrainte (trois à quatre décisions par jour à rendre dans des délais contraints)
- Préparation des ordonnances suite aux requêtes pénales

- Recherches juridiques

#### II - Description du poste

\*Le contentieux spécifique à traiter :

cf supra

\*Localisation du poste et tâches à effectuer :

Siège du Tribunal Judiciaire du MANS

Le juriste assistant ne participe pas aux permanences ni aux astreintes les week-ends

Rattaché fonctionnellement au magistrat responsable du service instruction et au juge des libertés et de la détention, le juriste assistant relève administrativement du directeur délégué à l'administration régionale judiciaire.

Il bénéficie d'un ordinateur portable ; le télétravail partiel est possible,

Conditions particulières  
d'exercice

Contrat de droit public de 3 ans, renouvelable.

Temps de travail : 37H30

Rémunération : de 28 000 euros brut à 32 000 euros brut annuels.

Il ne participe pas aux permanences ni aux astreintes les week-end.

Contrat de droit public de 3 ans, renouvelable.

Descriptif du profil recherché

Le juriste assistant devra disposer au moment de son recrutement :

-soit d'un doctorat en droit

-soit d'un diplôme sanctionnant une formation juridique Bac+5 avec minimum 1 année d'expérience professionnelle dans le domaine juridique et que leur compétence qualifie particulièrement pour exercer ces fonctions (assistant de justice, collaborateur d'avocat, chargé de TD à l'université, juriste d'association...)

· Compétences requises :

Savoirs

- Maîtrise de l'organisation judiciaire

- Excellent ou Très bon niveau en droit

- Spécialisations recherchées :

connaissance approfondie de droit pénal et procédure pénale ; des connaissances en matière de criminologie et de criminalistique présenteraient aussi de l'intérêt ;

Savoir-faire :

- Maîtrise de l'outil Internet ou Intranet

- Qualité d'analyse, de rédaction et de synthèse

- Gérer les délais, les priorités et les contraintes

- Sens du travail en équipe- conduite et animation de réunion

Savoir-être :

- Sens de l'organisation

- Disponibilité notamment géographique

- Discrétion

- Adaptabilité, réactivité

- Capacité à travailler en équipe

- Sens de la communication

- Capacité à rendre compte

Temps plein

Oui

## Critères candidat

Niveau d'études / Diplôme

Niveau 7 Master/diplômes équivalents

Niveau d'expérience min. requis

Confirmé

## Informations complémentaires

Informations complémentaires

CANDIDATURE SOUHAITEE **AVANT LE 10 juin 2024**

**Les dossiers de candidature seront dématérialisés et devront être envoyés aux adresses suivantes :**

p.tj-le-mans@justice.fr

Monsieur GENICON, président du tribunal judiciaire :

02 43 83 77 24

Sébastien COLOMBET

Juge coordinateur du service instruction

sebastien.colombet@justice.fr

02 43 83 77 50

Caroline SAVEY

Vice présidente JLD

Caroline.SAVEY@justice.fr

Les dossiers de candidature comprendront :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum vitae,
- La copie d'une pièce d'identité,
- Une copie du diplôme
- Le cas échéant, les documents permettant de justifier d'une expérience professionnelle dans le domaine juridique d'au moins 1 année.

**Demandeur**

Date de vacance de l'emploi 01/09/2024